



Генеральная прокуратура
Российской Федерации



COUNCIL OF EUROPE CONSEIL DE L'EUROPE

CONFÉRENCE DES PROCUREURS GÉNÉRAUX EUROPÉENS

Le rôle du Ministère public dans la protection des droits de l'Homme et de l'intérêt général en dehors du domaine pénal

Organisée par le Conseil de l'Europe et le Bureau du Procureur général de la Fédération de Russie

Saint Petersburg, 2-3 juillet 2008

Konstantinovsky Palace

« Relations entre les activités du ministère public dans le domaine pénal et en dehors du domaine pénal en matière de protection des droits de l'homme »

Présentation par par Peter Polt, Hongrie

Chers Collègues,

Le thème de la Conférence est vraiment d'actualité pour l'Ukraine.

Je dois malheureusement souligner que la situation sociale et économique de l'Ukraine est instable depuis quelque temps. Au cours des trois dernières années, nous avons eu quatre gouvernements. Cependant, le Bureau du Procureur général n'a cessé de fonctionner pour sauvegarder les intérêts de nos concitoyens. Cette année seulement, nous avons traité plus de 20.000 plaintes individuelles, dont la plupart émanaient de personnes socialement défavorisées.

Questions concernant les enfants

La population ukrainienne a diminué de sept millions de personnes au cours des sept dernières années. Dans chaque région ou presque, les décès ont été plus nombreux que les naissances. On dénombre à l'heure actuelle environ cent mille orphelins en Ukraine. Près de huit mille enfants sont handicapés ou présentent des besoins spéciaux, mais ne disposent d'aucun moyen de réadaptation. Ces enfants ont besoin de la protection d'un procureur.

Afin de protéger le droit des enfants à un logement, à une pension et à l'éducation, ainsi que leur droit de vivre dans une famille, les parquets ont présenté deux mille documents en réponse à différentes institutions officielles, ce qui a permis de verser aux enfants un demi-million de dollars des États-Unis.

L'an dernier, cinq mille enfants ont manqué l'école, ce qui a conduit les services du parquet à assurer leur réintégration scolaire. Au cours des dix dernières années, cent camps de vacances pour enfants ont été privatisés. À titre d'exemple, il a fallu cinq ans au procureur d'Odessa pour nationaliser à nouveau le camp de vacances local, afin de sauvegarder le droit des enfants à des vacances d'été. Le travail efficace des services du procureur a permis d'assurer le fonctionnement des neuf cents camps de vacances pour enfants du pays.

Il est également crucial, à nos yeux, que les enfants disposent de lieux de détente sûrs. Ces dernières années, on a assisté à une augmentation du nombre d'accidents sur des manèges de parcs d'attractions. Les enquêtes conduites par le parquet ont démontré que ces manèges fonctionnaient en infraction à la réglementation sur la sécurité. Quatre enfants sont décédés et vingt ont été blessés à la suite de ce genre d'accidents. Des poursuites pénales ont été engagées dans chaque cas.

Les enfants négligés posent un problème toujours irrésolu. On dénombre environ 100.000 enfants vivant avec des parents alcooliques, qui les obligent à gagner leur vie en mendiant, les laissent sans foyer et vont jusqu'à les jeter hors de chez eux. Deux cents poursuites pénales ont été engagées cette année contre de tels parents.

Environ 20.000 enfants sans domicile sont admis chaque année dans des orphelinats. Grâce au procureur de Dniepropetrovsk, il a été ouvert dans cette ville un foyer gratuit spécial pour soixante adolescents sans domicile.

De prétendues « organisations publiques » s'intéressent particulièrement à cette catégorie d'enfants. Dans l'une d'elles, appelée « Svetli poute » (voie légère) et située à Odessa, une dizaine d'enfants étaient exploités, et c'est le procureur qui les a libérés.

Il est triste de constater que les droits des enfants sont violés par ceux-là même qui devraient les sauvegarder. J'entends par là les fonctionnaires des bureaux et organismes s'occupant d'enfants.

Lors d'un contrôle effectué dans des pensionnats et des résidences, on s'est aperçu que trois mille enfants n'avaient pas reçu leur pension ou d'autres prestations sociales. La plupart avaient été dépouillés d'un logement ou d'un terrain hérité de leurs parents. Seule l'action du ministère public peut leur restituer leurs biens.

Il est urgent de mettre les enfants à l'abri des journaux et vidéos qui véhiculent de la violence et de la pornographie. À Odessa, le Bureau du Procureur général a confisqué des disques de contrebande contenant des incitations à la violence et au meurtre. De simples écoliers pouvaient se procurer des dizaines de magazines pornographiques coûtant chacun le prix d'une glace. Il existe dans cette ville deux fois moins d'écoles que de clubs informatiques, où des enfants passent la nuit entière.

Une vidéo diffusée sur l'Internet, qui avait été tournée par des élèves du secondaire, a choqué tout le monde en Ukraine. On y voyait des jeunes filles de terminale rouer de coups l'une d'elles. Ce genre de vidéo à contenu violent passe très souvent sur l'Internet. En réaction à de tels faits, le Bureau du Procureur général impose aux pouvoirs publics et aux institutions de l'État la conduite d'actions préventives. En outre, il a réalisé un documentaire sur le rôle de supervision que joue le ministère public dans la sauvegarde des droits des enfants de tous âges.

Nous avons fini dernièrement d'inspecter la qualité de l'alimentation servie dans les institutions pour enfants, ainsi que la sécurité des jouets, des vêtements et autres articles à l'usage des enfants. Conformément à ce qu'avait exigé le ministère public, les services d'inspection ont ordonné la destruction de plus de dix tonnes d'aliments pour enfants. Environ 200.000 dollars des États-Unis ont été consacrés au service de repas gratuits dans les écoles où l'inspection du ministère public avait mis en lumière la non-gratuité des repas, et toutes les personnes qui avaient violé les droits des enfants ont été punies.

En Ukraine, il y a deux millions et demi de personnes handicapées (5% de la population) ou ayant des besoins spéciaux, dont 170.000 enfants. Les vérifications du ministère public ont révélé plusieurs violations des droits des personnes handicapées en matière de logement, de traitement médical et autres. 2.000 handicapés ne disposent pas de fauteuils roulants, et le ministère de la protection sociale n'a fait l'acquisition que de la moitié des membres artificiels dont on aurait besoin.

Il est très difficile aux personnes handicapées d'obtenir une réadaptation et un emploi. L'an dernier, mille d'entre elles ont été embauchées, dont la moitié à la demande expresse d'un procureur. Les chefs d'entreprise recrutent fictivement des handicapés pour éviter d'avoir à cotiser au Fonds de protection des personnes handicapées. La direction de l'entreprise minière Youjnogornoobogatil'ni, par exemple, employait environ cent cinquante personnes prétendument atteintes de maladies neuropsychologiques, pour ne pas avoir à cotiser au Fonds en question. Il y a là, pour le ministère public, matière à engager des poursuites pénales. L'an dernier, on a donc enregistré trois cents affaires de ce genre, dont la plupart sont déjà devant les tribunaux. Ces faits, ainsi que d'autres, sont évoqués dans la déclaration que j'ai adressée au Cabinet des Ministres d'Ukraine.

Protection de la santé

En Ukraine, il y a environ quatorze millions de pensionnés, qui ne reçoivent pas plus de soins médicaux appropriés que les autres citoyens. Dans les petites agglomérations, des établissements médicaux ont fermé, et il n'y a pas de pharmacie. Les habitants n'ont donc aucun moyen de recevoir des soins de première urgence.

Les hôpitaux et cliniques sont dans une situation critique. Dans la petite région de Khmelnytsk, par exemple, trois mille personnes hospitalisées sont mortes l'an dernier. On a enquêté sur les dossiers médicaux de ces personnes, et les procureurs – aidés de médecins – ont conclu à de nombreuses irrégularités, parmi lesquelles l'irresponsabilité du personnel médical en cause.

L'Ukraine fait partie des quatre premiers pays exposés aux risques de SIDA. L'inspection du ministère public a montré que dans seize régions d'Ukraine, il n'avait été mis en place aucun service hospitalier de traitement à plein temps des personnes atteintes de cette maladie, pour lesquelles il n'existe aucun service médical anonyme. Seuls 30% des malades ont la possibilité de se faire traiter aux frais de l'État. À côté de cela, le ministère de la Santé achète des médicaments dont le pays n'a nul besoin. Tous ces faits m'ont amené à adresser une déclaration au ministère de la Santé.

Infractions au droit du travail

L'an dernier, 18.000 salariés ont été victimes d'accidents du travail, et mille d'entre eux en sont morts. L'Ukraine occupe malheureusement la deuxième place après la Chine pour les décès accidentels de mineurs. Il existent des institutions étatiques s'occupant de la protection des travailleurs. Mais lorsque le Bureau du Procureur général a effectué une inspection pour vérifier le respect de la législation en la matière, nous avons constaté que dans la plupart des cas, les processus technologiques étaient en cause, dans la mesure où près de 90% des entreprises industrielles utilisent des machines obsolètes et fortement usagées. En outre, il n'y a pas assez d'équipements de protection individuelle. Par exemple, environ la moitié seulement des mineurs reçoivent des chaussures et des gants spéciaux. Ces irrégularités parmi d'autres ont conduit à ouvrir 550 poursuites pénales contre 9.500 responsables.

Suites de la catastrophe de Tchernobyl

Vingt ans ont passé depuis la catastrophe, mais nous en subissons toujours les conséquences. Tous les déchets radioactifs sont circonscrits dans une zone spéciale de trente kilomètres carrés. Cette dernière contient aussi les « sarcophages » des déchets particulièrement dangereux, construits dans l'environnement extrême des environs de la centrale. À l'heure actuelle, chacun de ces « sarcophages » présente des fissures occasionnant la fuite dans le sol de radionucléides dangereux. Lors de leur migration souterraine, ces radionucléides atteignent les cours d'eau – d'abord la rivière Pripyat, puis le Dniepr, et ensuite la mer Noire. Afin de stocker les déchets, on a entrepris de construire un centre ultramoderne (Complex Vector) dans la zone de trente kilomètres carrés. Ce centre est en construction depuis longtemps, mais la première tranche en a été achevée cette année. Les crédits manquent toutefois pour y enfouir des déchets dès à présent.

Un autre problème se pose dans la zone de Tchernobyl : le fait qu'il sort de cette zone des métaux, de la viande, des champignons, du miel, du bois et du poisson contaminés. Toutes ces matières se répandent non seulement en Ukraine, mais aussi à l'étranger. Les procureurs, les fonctionnaires du ministère et moi-même, nous nous rendons chaque année dans cette zone, où nous enregistrons ce genre de choses et y réagissons.

Problème foncier et problème de la corruption

Certains citoyens d'Ukraine possèdent des centaines d'hectares de terre, tandis que d'autres ne sont même pas propriétaires de la terre à laquelle ils auraient pourtant droit. C'est particulièrement vrai dans la région d'Odessa, la Crimée, la ville de Kiev et la région de Kiev.

Les propriétés foncières du ministère de la Défense deviennent un bien « chaud » lorsque des terrains militaires désaffectés sont vendus à vil prix en même temps que des terres ayant une vraie valeur. En général, ces terrains sont enregistrés au nom de propriétaires fictifs – par exemple, étudiants ou retraités – pour un prix symbolique de dix à cent dollars des États-Unis.

Des criminels deviennent multimillionnaires en se livrant à de telles activités.

Le plus grave problème est celui posé par la vente de terrains forestiers. L’an dernier, en Ukraine, 450 hectares de forêts ont fait l’objet de ventes illégales, à cause de l’incurie des organismes officiels responsables. Depuis le début de l’année seulement, les parquets ont engagé cinq cents poursuites pénales pour des faits de cette nature.